



## L'ÉVÉNEMENT

# Quand le conflit se rejoue dans les salles de classe et les couloirs des lycées

CAROLINE BEYER [@BeyerCaroline](#)

« POURQUOI on ne parle jamais des enfants palestiniens tués ? » « Pourquoi on dit que le Hamas est une organisation terroriste, alors que c'est la guerre ? » « Pourquoi on autorise une manifestation pour Israël et on interdit les manifestations propalestiniennes ? » Après l'offensive meurtrière sans précédent menée le 7 octobre par le Hamas depuis la bande de Gaza et la réponse d'Israël, les professeurs d'histoire ont été assaillis de questions par leurs élèves dès leur retour en classe, lundi. « Avec, en toile de fond souvent, l'idée que c'est un prêt pour un rendu, un juste retour des choses », résume un enseignant. « On marche sur des œufs. Il faut être scientifiquement solide et faire attention aux mots », explique un autre. « Les atermoiements et les discours relativistes de certains politiques ne nous aident pas, ajoute une enseignante. On essaye de déconstruire, tout en sachant que les élèves vont ensuite retomber dans leur bulle numérique. »

Présidente de l'association de professeurs d'histoire Les Clionautes, Deborah Caquet craint « une poussée de l'antisémitisme ». En dehors de la classe, les couloirs des établissements se sont fait l'écho d'interjections. « Bien fait pour eux ! », a entendu un professeur dans un lycée du sud de la France. « Il y a eu pas mal de propos antisémites », rapporte un autre, dans un lycée de banlieue parisienne. Lors d'un déplacement, le 11 octobre, à l'école privée juive Ozar Hatorah de Sarcelles (Val-d'Oise), le ministre de l'Éducation, Gabriel Attal, a fait état d'« alertes », remontées aux services de l'État, concernant « des élèves de confession juive, qui ont pu faire l'objet d'agression dans leur établissement ». Une croix gammée a été dessinée sur le tableau d'une classe. Un lycéen a été agressé dans les Hauts-de-Seine par des cama-

rades. Le ministre a aussi mentionné des « appels » de collectifs « à venir tracter ou manifester devant des établissements scolaires ».

« Comme beaucoup de gens, les élèves ont des biais de lecture. On regarde le conflit d'où l'on est », résume Hayat El Kaaouachi, professeur d'histoire dans un lycée d'Aubervilliers (93) et membre de l'Association des professeurs d'histoire et de géographie (APHG). « La cause palestinienne, épousée au XX<sup>e</sup> siècle par la jeunesse communiste, trotskiste, a gardé de son romantisme. Elle est quasiment synonyme de cause juvénile. En parallèle, le Hamas a confisqué cette cause, poursuit cette professeur qui enseigne depuis vingt-quatre ans. Les mouvements islamistes ont imposé la logique de l'oumma et de la solidarité. Les élèves musulmans sont placés dans un conflit de loyauté. Cette logique suinte sur les réseaux sociaux, où le Hamas utilise la mort d'enfants palestiniens. Les politiques ne le voient pas, mais ça biberonne. » Face à cela, Hayat El Kaaouachi pose les faits, donne des clés de compréhension. Qu'est-ce qu'un fait de guerre, un crime de guerre, une attaque contre des civils ? Elle rappelle à ses élèves que la lutte pour la cause palestinienne a été menée, à l'origine, par le Fatah, un parti laïc. « Les moins de 30 ans ne connaissent pas Arafat », lâche-t-elle.

« Depuis le début de la semaine, c'est silence radio du côté des élèves, comme si le sujet était tabou, raconte un professeur d'histoire dans un lycée de banlieue parisienne, où le communautarisme est vif. Un mutisme inquiétant, comme si les choses étaient claires pour eux et qu'ils n'avaient pas besoin d'explication. » Il constate que « l'endoctrinement venu des cercles familiaux, politico-religieux et des réseaux sociaux » laisse peu de place au professeur pour « déconstruire ». Aucun

de ses collègues n'a eu de question. Et aucun ne s'est risqué à poser le sujet du conflit israélo-palestinien, qu'ils ont déjà du mal à traiter sereinement dans le cadre du programme officiel. « Ils ont peur des remarques du type : "Vous faites de la propagande pro-israélienne" », ajoute-t-il.

Selon les programmes scolaires, c'est en classe de troisième que le conflit israélo-palestinien est traité. Dans un programme qui va de 1945 à nos jours... « On peut facilement faire l'impasse. Si l'on y passe dix minutes, c'est déjà bien », explique un professeur. Le sujet revient ensuite en terminale. Dans l'enseignement de tronc commun, qui va de 1929 à nos jours, il est abordé de manière chronologique, au sein de thèmes extrêmement vastes. La naissance d'Israël en 1948 est traitée dans le chapitre sur le nouvel ordre mondial, après la Seconde Guerre mondiale. La question des nouvelles formes de conflits et du terrorisme depuis les années 1990 s'inscrit dans un chapitre sur les nouveaux rapports de puissance et enjeux mondiaux. « Nous faisons des allers-retours sur le conflit avec des interruptions de deux mois et demi ! Les élèves ont généralement tout oublié », commente un professeur. En revanche, pour les élèves qui ont choisi l'enseignement de spécialité histoire-géographie, géopolitique et sciences politiques (HGGSP), il arrive en conclusion et en illustration de l'un des six thèmes sous l'intitulé « Le Moyen-Orient : conflits régionaux et tentatives de paix. » Six à huit heures peuvent alors lui être consacrées. Avec des élèves davantage informés. « Beaucoup avaient retenu que l'on avait pu suivre l'événement en direct, avec des vidéos des assaillants eux-mêmes », rapporte Deborah Caquet, qui enseigne dans un lycée favorisé de Gif-sur-Yvette (91). Ils ont fait le lien avec le



11 septembre 2001 et Daech. »

Cette semaine, Zachary Pascal, professeur d'histoire au lycée Poincaré de Nancy, a consacré deux heures au conflit actuel, en le replaçant dans une perspective historique, avec « *les mots justes* », en revenant sur la notion de « *terrorisme* », d'« *acteurs conventionnels de la guerre* », de « *morts civils collatéraux* ». « *Les élèves ne font pas de différence entre les victimes et les auteurs des violences. Ils ont 18 ans et leurs vérités. Ils sont plutôt du côté des opprimés, quelle que soit leur origine sociale, et ont tendance à relativiser la situation d'Israël* », explique l'enseignant de ce grand lycée de centre-ville qui compte des classes prépas. À Paris, dans un lycée du 8<sup>e</sup> arrondissement, une dizaine d'élèves ont expliqué en classe que « *la responsabilité était d'abord celle d'Israël* » et que « *les Israéliens faisaient la même chose aux Palestiniens* ». « *Une population de bourgeois parisiens, lâche le père d'une élève de terminale de confession juive. Ma fille et sa copine se sont senties très mal et n'ont pas ouvert la bouche.* » ■

« Les élèves ne font pas de différence entre les victimes et les auteurs des violences... Ils sont plutôt du côté des opprimés »

UN ENSEIGNANT



Cette semaine, certains professeurs ont consacré quelques heures au conflit actuel, en le replaçant dans une perspective historique. SYSPÉO/SIPA